



Congé Individuel de Formation 2009

Salariés en CDI

Le Congé Individuel de Formation a pour objet de permettre à tout salarié, au cours de sa vie professionnelle, de suivre à son initiative et à titre individuel, des actions de formation, indépendamment de sa participation aux stages compris, le cas échéant, dans le plan de formation de l'entreprise dans laquelle il exerce son activité.

Ces actions de formation doivent permettre au salarié d'accéder à un niveau supérieur de qualification, de changer d'activité ou de profession, de s'ouvrir plus largement à la culture, à la vie sociale et à l'exercice des responsabilités associatives bénévoles.

Art L. 6322-1 du Code du Travail

Comment formuler votre demande auprès de votre employeur

Vous devez, à votre initiative, demander une autorisation d'absence à votre employeur :

- ❖ 4 mois avant le début de la formation si celle-ci est de plus de 6 mois à temps plein
- ❖ 2 mois avant le début de la formation si celle-ci est inférieure à 6 mois à temps plein et quelle que soit sa durée pour les formations à temps partiel

L'employeur a un délai d'un mois pour donner sa réponse qui peut être soit positive, soit négative (si les conditions d'ouverture de droit ne sont pas remplies). Si l'absence du salarié est préjudiciable à la bonne marche de l'entreprise, l'employeur peut décider d'un report de la date de départ en formation qui ne peut excéder 9 mois.

Le report peut être prononcé également :

- ❖ dans les établissements de plus de 200 salariés : si 2 % des effectifs sont déjà absents au titre du CIF pour la même période
- ❖ dans les établissements de 10 à 200 salariés : si le congé dépasse 2 % des heures de travail effectuées dans l'année (ce report est au maximum de 4 ans)
- ❖ dans les entreprises de moins de 10 salariés : si 2 salariés sont déjà en Congé Individuel de Formation ou si le départ entraîne l'absence simultanée de 2 salariés.

Dans cette hypothèse, le Comité d'Entreprise (là où il existe) en sera informé.

Comment procéder auprès du Fongecif

- ❖ Votre dossier complet doit être remis à la Section Locale compétente selon l'échéancier qui vous est remis sur la fiche « Priorités et Echéancier » .
- ❖ Seule la Commission Paritaire prend une décision de financement en fonction des priorités définies par le Conseil d'Administration (voir également la fiche « Priorités et Echéancier »). Un courrier de notification est adressé après un délai de 8 jours à compter de la date de publication des décisions aux parties concernées.
- ❖ En cas de rejet, total ou partiel, vous avez un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision pour déposer un recours motivé auprès de la commission de recours gracieux. Celui-ci doit respecter l'échéancier (fiche « Priorités et Echéancier »). La Commission qui aura estimé le recours motivé examinera à nouveau cette demande avec l'ensemble des dossiers présentés.
- ❖ Compte tenu des limites budgétaires, le fait qu'une demande soit située dans une priorité n'est pas suffisant pour en garantir la prise en charge. Cette décision dépend du budget disponible et des autres dossiers examinés au cours de la même commission.

Votre situation durant la formation

Vous restez salarié de votre entreprise. Celle-ci vous assure une rémunération conforme à la décision du Fongecif Haute-Normandie, qui lui en assure le remboursement.

Vous restez affilié à votre régime de protection sociale et vous demeurez soumis aux obligations définies par la convention collective et le règlement intérieur de votre entreprise.

Durant toute la durée de la formation, vous êtes également soumis au règlement intérieur du centre de formation, qui vous impose notamment une assiduité à l'ensemble des cours dispensés.

Les périodes d'interruption (vacances scolaires par exemple) ne sont pas prises en charge financièrement. Prenez contact avec votre employeur.

Vous pouvez notamment : ❖ réintégrer l'entreprise ❖ poser des congés payés ❖ poser des congés sans solde

Financement du CIF

**La prise en charge maximale d'un dossier est de 40 000 €
pour une année de formation à temps plein ou
1 200 heures à temps partiel**

Salaires et charges (Application des règles prévues par le Code du Travail)

Sur les heures prises en charge, il y a maintien de la rémunération pour les salaires mensuels inférieurs à 2 fois le SMIC : au-delà, la rémunération est calculée à 90 % et à 60 % pour la 2ème année des formations longues cofinancées sans que ces abattements puissent amener la prise en charge en-dessous de deux fois le SMIC (le salaire de base s'entend toutes primes confondues à l'exception de celle non soumises à cotisations sociales). Les périodes non habituellement travaillées ne sont pas prises en charge.

La prise en charge des temps de transport (pour les formations à temps partiel) est d'au maximum 2 heures par jour selon les horaires habituels de travail et ceux de la formation ainsi que des distances à parcourir. Le temps de transport ajouté à celui de la formation ne peuvent excéder 1 journée de travail habituel.

Pour les prises en charge des stages pratiques, se reporter aux « priorités du Fongécif Haute-Normandie.

Pour les prises en charge des périodes de fermeture du centre, se reporter au § « Votre situation durant la formation ? »

Sauf convention expresse et préalable avec un co-financeur, les formations entraînant une absence au poste de travail supérieure à 52 semaines (formation à temps plein) ou 1 200 h (formation à temps partiel) ne peuvent pas être prises en charge.

Coût de formation

Aucune obligation légale n'existant, le salarié doit avant de demander une prise en charge, s'assurer qu'aucun autre dispositif spécifique ne peut intervenir dans son dossier (Conseil Général ou Régional, ANT, Agefiph,...)

Sous réserve de cette démarche et après déduction des cofinancements éventuels et selon l'appréciation souveraine des commissions paritaires,

- en cas de reconversion, le coût laissé à la charge du salarié sera au maximum de 1 mois de salaire.
- dans les autres cas, ce coût est laissé à l'appréciation des commissions paritaires

Frais annexes

La commission, en fonction de l'éloignement du centre, des charges de famille et de la rémunération, peut assurer une prise en charge partielle des frais annexes qui seront versés en cours de la formation. Cette aide ne peut excéder 3 000 € par action de formation.

Vous devez remplir les conditions de délais et de priorités fixées par le Fongécif Haute-Normandie (se reporter à la fiche « Priorités et Echéancier ».

Aucune demande complémentaire postérieure à la décision de la commission paritaire ou de la commission de recours ne sera prise en compte.

**** Seules les actions entrant dans le cadre d'un cofinancement, si elles excèdent 1 an ou 1 200 heures pourront bénéficier d'une durée de prise en charge proportionnelle à la durée de formation, plafonnée à 80 000 €.**